



Les politiques américaines et européennes de coopération en Afrique

Mémoire de géopolitique du
Chef de Bataillon AMOUSSOU Laurent (Armée de Terre du
BENIN)

Dans le cadre du séminaire : « géopolitique des Etats-Unis »

Directeur:
Général Vincent DESPORTES

AVRIL 2005

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE

LES POLITIQUES ECONOMIQUES ET COMMERCIALES

Des Etats-Unis en Afrique

Le support des activités économiques domestiques

Les acteurs

L'AGOA

L'enjeu des matières premières

De l'Union Européenne en Afrique

Aperçu historique

Les accords pour le développement

L'accord de Cotonou

Bilan et perspectives

Cas particulier du SIDA

DEUXIEME PARTIE :

LES POLITIQUES DE COOPERATION MILITAIRE

Etats- Unis – Afrique

Réorganisation de la présence américaine

Soutien aux initiatives régionales

Union Européenne – Afrique

La coopération militaire française

La coopération britannique

Bilan et perspectives

TROISIEME PARTIE

COMMENT SAUVER L'AFRIQUE ?

Développement économique

Prévention pas thérapie

Trouver les bons partenaires

Identifier les besoins

Trouver les pôles de stabilité

Gestion des crises

L'Afrique intéresse Davos

FICHE DOCUMENTAIRE

1. POLITIQUES EUROPEENNES ET AMERICAINES DE COOPERATION EN AFRIQUE.
2. Chef de Bataillon AMOUSSOU Laurent (TERRE/BENIN)
- 3 Avril 2005
- 4 . Division C
5. Mémoire de géopolitique
6. Synthèse

Mal partie en 1960 aux indépendances et « étranglée » en 1980 selon l'agronome français René DUMONT , l' Afrique , économiquement , à l' agonie en ce début du XXI e siècle attend l'oxygène qui va alimenter la perfusion dont elle a besoin pour être littéralement « sauvée ».

Dans le même temps , absents au Congrès de BERLIN des années 1884 et 1885 et malgré les 15% de populations noires qui peuplent le pays , les Etats – Unis d' Amérique semblent privilégier la lutte contre le terrorisme et négligent encore plus l'Afrique, fidèles à leur isolationnisme légendaire et surtout depuis le 11 Septembre 2001 .

L' Europe , faisant abstraction des liens séculaires qui la lie au continent noir, se tourne de plus en plus vers les pays de la nouvelle Europe devenus membres de l'union ou en voie de l'être.

Mais toute chose égale par ailleurs, sous l'égide de l'ONU et avec la bénédiction des américains et aussi des européens, la « déclaration du millénaire » a été adoptée en Septembre 2000 à New York par 160 chefs d'état et de gouvernement. Cette déclaration vise à l'amélioration de la santé, de l'éducation, de l'environnement et la réduction de moitié de l'extrême pauvreté d'ici à 2015. Le contexte est bien différent avec le fait que l'actualité soit à la lutte contre le terrorisme et il y a bien lieu de se demander comment concrètement faire pour développer le continent africain ?

A cette question il est théoriquement facile et simpliste de répondre que si une petite partie des sommes englouties dans la guerre contre le terrorisme était investie dans le financement du développement, le continent africain sera sauvé.

7. Mots clés : Afrique, Etats-Unis d'Amérique, Europe, Aide au développement, Union Africaine, NEPAD, OMD, ACRI, ACOTA, RECAMP, BMATI, AGOA.

GLOSSAIRE

ACOTA :Africa Contingency Operations Training Program /Programme d'Entraînement aux Opérations en Afrique

ACRI :African Crisis Response Initiative/ Initiative Africaine pour la Gestion des Crises

AGOA : African Growth and Opportunity Act / Loi sur la Croissance et les Possibilités Economiques en Afrique

AID : International Development Association /Association Internationale pour le Développement

ODA : Official Development Assistance / Aide Publique au Développement

CEDEAO : Communauté Economique des Etats de l' Afrique de l' Ouest / Economic Community of west African States

CEMAC : Communauté Economique et Monétaire de l' Afrique Centrale /Central African Economic and Monetary Committee

CNUCED : Conférence des Nations-Unies sur le Commerce et le Développement /United Nations Conference on Trade and development

COMESA : Marché Commun de l' Afrique Orientale et Australe /Common Market for Eastern and Southern Africa

MCA : Compte du Défi du Millénaire /Millenium Challenge Account

MCG : Objectif du Défi du Millénaire / Millenium Challenge Goal

NEPAD : Nouveau Partenariat pour le Développement de l' Afrique / New Partnership for African Development

OGM : Organisme Génétiquement Modifié /Genetically Modified Organism

OMC : Organisation Mondiale du Commerce / World Trade Organisation

ONG : Organisation Non Gouvernementale /Non Governmental Organisation

ONU : Organisation des Nations-Unies /United Nations

OPEP : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole / Organisation of Petroleum Exporting Countries

PNUD : Programme des Nations- Unies pour le Développement /United Nations Development Program

PPTE : Pays Pauvres Très Endettés /Heavily Indebted Poor Countries

SADC : Communauté de Développement de l' Afrique Australe /Southern African Development Community

SIDA : Syndrome d' Immuno- Déficience Acquisse /Acquired Immune Deficiency Syndrom

UA : Union Africaine / African Union

UE : Union Européenne / European Union

UEMOA :Union Economique et Monétaire Ouest Africaine / West African Economic and Monetary Union

USA : Etats-Unis d'Amérique /United States of America

USAID : Agence Américaine pour le Développement International / United States Agency for International Development

CEEAC : Communauté économique des États de l'Afrique centrale

DCMD : Direction de la coopération militaire et de défense

DIO : Détachement d'instruction opérationnelle

EMP : Ecole de maintien de paix

RECAMP : Renforcement des capacités africaines de maintien de la paix

INTRODUCTION

« Mal partie » en 1960¹ aux indépendances et « étranglée² » au début des années 80 selon l'agronome français René DUMONT, l'Afrique est, en ce début du XXI^e siècle, à l'agonie.

En effet, l'Afrique est associée avec toutes les formes d'épidémies, de catastrophes et de misères humaines. Ces images désolées, couplées avec l'intérêt stratégique marginal de cette partie du monde amènent certains à croire que l'Afrique est un continent perdu et pas une place où les pays développés devraient concentrer leurs efforts.

Dans le même temps, absents au Congrès de Berlin de 1884 - 1885 et malgré les 15% de populations noires qui peuplent le pays, les Etats-Unis d'Amérique, fidèles à leur isolationnisme légendaire et surtout depuis le 11 Septembre 2001 semblent privilégier la lutte contre le terrorisme et négligent encore plus le continent africain. Or ces dernières années, l'Afrique a pris de plus en plus d'importance au plan de la sécurité mondiale en servant de relais pour des attentats terroristes perpétrés aussi bien sur le continent lui-même qu'au Moyen- Orient et El-Qaïda s'est, dit-on, immiscée dans le trafic du diamant en Afrique de l'Ouest³, et fomenté des insurrections au Sahel. En plus de cela, la pauvreté, la faim et la maladie font peser sur le continent des risques de désastres sécuritaires et humains.

L'Europe, faisant abstraction des liens séculaires qui la lie à l'Afrique depuis des siècles se tourne de plus en plus vers les pays de la « Nouvelle Europe⁴ » devenus membres de l'Union ou en voie de l'être. La situation devient plus sombre pour n'importe quelle préoccupation tangible dans le futur et l'intérêt de l'Union Européenne en Afrique face à la construction européenne actuelle. Ainsi, certains se demandent s'il y a un point de convergence entre ces deux régions du monde pour favoriser ou encourager des relations dans le contexte mondial actuel. Autrement dit, l'UE devrait-elle avoir une politique africaine plus poussée tout en gardant à l'esprit les inégalités évidentes dans de telles relations ?

¹ René DUMONT, L'Afrique Noire est mal partie, Seuil, Paris 1962

² René DUMONT, L'Afrique étranglée, Seuil, Paris 1980

³ Eric LAURENT, La face cachée du 11 Septembre, Plon, 2004

⁴ En opposition à la « vieille Europe » évoquée par Donald RUMSFELD pendant les discussions en prélude à la guerre de l'IRAK en 2003

Mais toute chose égale par ailleurs, 160 chefs d'états ou de gouvernement ont, en Septembre 2000, adopté à New-York la « déclaration du millénaire¹ » qui vise à l'amélioration de la santé, de l'éducation, de l'environnement et la réduction de moitié de l'extrême pauvreté d'ici à 2015. Le contexte est aujourd'hui, malheureusement, différent et, il y a lieu de se demander comment réellement faire pour amorcer le développement de ce continent ?

Dans la situation complexe où se trouve l'Afrique, quelques grammes de prévention vaudront une tonne de thérapie car , si une petite partie des sommes englouties dans la guerre contre le terrorisme était investie dans le développement des pays africains, le continent serait sauvé. En d'autres termes un plan avisé permettrait d'économiser une fortune en sortant l'Afrique du piège de la pauvreté, de la maladie, de la faim et de la violence, en la fortifiant face au virus du terrorisme c'est pourquoi, il est temps pour les pays développés de faire encore plus pour ce continent.

Pour étayer cette thèse, il sera procédé dans la première partie de l'analyse, à une étude comparée des politiques européennes et américaines de coopérations économiques et commerciales en Afrique. Pour les Etats-Unis , la politique africaine est avant tout motivée par des considérations économiques et commerciales, caractérisée par la volonté de favoriser le développement des investissements privés afin de contrebalancer une réduction de plus en plus forte de l'aide publique tandis que pour l'UE , qui fournit près de 60% de l'aide au développement dans le monde, la politique de coopération en Afrique est concentrée depuis plusieurs décennies dans les accords UE-ACP² dont le dernier, l'accord de Cotonou signé le 20 Juin 2000, constitue pour certains « le rapport le plus audacieux et à la portée la plus grande entre le Nord riche et le Sud pauvre ». D'autres, cependant, soutiennent, à juste titre, que c'est une façon aisée de réduire l'engagement de l'UE dans les affaires des pays africains au minimum le plus strict.

Encore profondément marqués par le syndrome du Vietnam, ravivé par leur douloureuse expérience somalienne, les Etats-Unis ne veulent plus intervenir militairement en Afrique et préfèrent déployer «une diplomatie préventive » de gestion des crises en soutenant la mise en place des capacités africaines de maintien de la paix : ACRI et ACOTA. En attendant la montée en puissance d'une Europe de la défense, la France, suite à une volonté africaine, a mis sur pied le système RECAMP dans le même cadre tandis que les Anglais, procédant au cas par cas des besoins exprimés par les pays anglophones, ont initié le BMATI. La seconde partie de cette étude sera donc consacrée à l'inventaire de

¹ Le millénium Challenge Account

² Les accords signés entre l'Union Européenne et les pays de l' Afrique,des Caraïbes et du Pacifique

toutes ses différentes mais convergentes politiques qui revues et mieux gérées contribueront à la gestion des crises telle que souhaiter par l'UA¹

Enfin, la pauvreté et la misère n'étant pas une fatalité, la troisième partie de cette étude s'attellera à montrer que la clé est une approche multilatérale de l'aide à l'Afrique dans tous les domaines, et les Etats-Unis sont le principal chaînon manquant d'une assistance multilatérale plus importante surtout en cette époque où mêmes les participants au sommet annuel de Davos ont, comme ceux de Porto-Alègre, pensé au continent africain et à ses problèmes.

I LES POLITIQUES ECONOMIQUES ET COMMERCIALES

Représentant le cinquième de la surface émergée, le continent africain abrite plus de sept cents millions d'êtres humains. Chaque africain vit, en général, avec moins d'un euro de revenu quotidien. Sur le marché économique mondial, l'Afrique ne détient qu'un minable pour cent (1%) des richesses.

Conscients de cet état de choses, et tenant compte des enjeux de leur politique de sécurité, les officiels américains répètent à l'envie le triptyque de leur politique vers l'Afrique : paix, démocratie et développement. Malgré les craintes engendrées suite à la réélection du président George W. BUSH et surtout dans la continuité de la guerre contre le terrorisme et de la guerre en IRAK, cette politique a continué le mouvement amorcé sous le président Bill CLINTON.

A la même période, l'Union Européenne signait en 2000 à Cotonou au BENIN le nouvel accord de partenariat avec les ACP (pays de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique). Visant les mêmes objectifs en général mais empruntant des procédures différentes et mettant en œuvre des moyens tous aussi de différente ampleur, l'UE et les Etats-Unis se reconnaîtront bien dans cette assertion de George W. BUSH.

important que mes citoyens L'expansion du commerce mondial des produits et des techniques, ainsi que des idéaux est une caractéristique particulière de notre époque, puisqu'elle est capable de sortir des nations entières du cycle de la dépendance et de la pénurie. Notre pays travaillera à faire en sorte que toute l'Afrique s'intègre pleinement au système commercial mondial et participe à part entière au progrès de notre époque. Il est sachent que nous allons promouvoir le commerce avec l'Afrique parce que c'est bon pour la prospérité des Etats-Unis ; le commerce est bon également pour la promotion de la prospérité de l'Afrique, et il favorisera l'élan de liberté économique et politique d'un bout à l'autre de ce continent..

¹ Union Africaine qui a succédé à l'Organisation de l'Unité Africaine

Des Etats-Unis en Afrique

La politique américaine en Afrique semble marquée par une volonté de continuité non seulement par rapport à l'administration CLINTON mais aussi la première administration BUSH. Aujourd'hui comme hier, les Etats-Unis privilégient officiellement le triptyque Paix, Démocratie, Développement.

Dans la préface de la stratégie nationale de sécurité¹, le Président des Etats-Unis annonçait clairement en 2002 : « Les États-Unis utiliseront cette occasion historique pour étendre les avantages de la liberté à travers le globe. Nous travaillerons activement pour apporter l'espoir de la démocratie, le développement, les marchés libres et le libre-échange à chaque coin du monde. Dans le vingt et unième siècle, seules les nations qui partagent un engagement à protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales, garantissant la liberté politique et économique, seront capables de libérer le potentiel de leurs concitoyens et de leur assurer une prospérité future ».

Fort de la conviction de se trouver dans une posture unique pour façonner le monde à l'image des Etats-Unis, George W. Bush définit dans cette même préface les accents qu'il entend donner à sa politique étrangère, à savoir « Pour atteindre ces objectifs, les Etats-Unis vont : défendre les aspirations à la dignité humaine ; renforcer les alliances pour combattre le terrorisme et coopérer avec les alliés pour se protéger mutuellement ; coopérer pour diminuer les conflits régionaux ; empêcher nos ennemis de nous menacer, nous ou nos alliés, avec des armes de destruction massive ; démarrer une nouvelle aire de croissance économique grâce à l'ouverture des marchés et au libre-échange ; élargir le développement en ouvrant les sociétés et en construisant les infrastructures nécessaires à la démocratie ; élaborer des calendriers d'action en coopération avec les autres puissances mondiales ; transformer les institutions nationales de sécurité pour répondre aux défis du vingt et unième siècle ».

Pour ce qui est de la forme, la politique africaine des Etats-Unis est répétée aux différents échelons de pouvoir. Sans s'en cacher les américains dévoilent une constante de leur activité à l'étranger : le support des activités économiques domestiques.

Le support des Activités économiques domestiques

George W. Bush se fait plus précis quant aux intentions des Etats-Unis lorsqu'il déclare² : « Mais que pensons-nous de l'Afrique ? Nous pensons que c'est un continent dont les atouts importants, sur le plan des possibilités et des progrès, coexistent, nous en sommes conscients, avec des épidémies, des guerres et une pauvreté extrême, qui convergent parfois

¹ En Anglais :NSS :National Security and Strategy of the United States of America, washington,17 Septembre 2002

² Discours du Président George W. BUSH au diner du Sommet Léon Sullivan le 20 juin 2002

en même temps sur un seul village. L'Afrique compte quelques pays, à peine, qui offrent une terre d'asile aux terroristes, mais un grand nombre qui cherche à garantir un avenir démocratique. Nous avons une conception commune d'une Afrique où les habitants sont en bonne santé et savent lire et écrire, d'une Afrique qui connaît la prospérité grâce au commerce et à l'économie de marché, d'une Afrique qui se voit épargner les horreurs de la guerre et du terrorisme. Les États-Unis ne vont pas créer cette nouvelle Afrique, mais nous aiderons, notamment grâce à de nouvelles initiatives telles que le Fonds du millénaire, les pays africains qui adopteront les mesures nécessaires pour réussir. Nous nous tiendrons aux côtés de l'Afrique alors qu'elle s'attaque aux obstacles qui s'opposent à l'espoir et à son développement.

L'expansion du commerce mondial des produits et des techniques, ainsi que des idéaux, est une caractéristique particulière de notre époque, puisqu'elle est capable de sortir des nations entières du cycle de la dépendance et de la pénurie. Notre pays travaillera à faire en sorte que toute l'Afrique s'intègre pleinement au système commercial mondial et participe à part entière au progrès de notre époque. Il est important que mes concitoyens sachent que nous allons promouvoir le commerce avec l'Afrique parce que c'est bon pour la prospérité des États-Unis ; le commerce est bon également pour la promotion de la prospérité de l'Afrique, et il favorisera l'élan de liberté économique et politique d'un bout à l'autre de ce continent important ». Ceci constitue tout un programme dont l'AGOA¹ est une procédure d'exécution.

Les acteurs

.Qui étaient les acteurs de la politique africaine des Etats-Unis en dehors du Président Bush et du Secrétaire d'Etat Colin Powell pendant le premier mandat?

Condoleeza Rice, conseillère de la sécurité nationale auprès du Président est dans toutes les réunions sur les intérêts des Etats-Unis en Afrique. Ancienne membre du conseil d'administration de Chevron, Condoleeza Rice est d'origine afro-américaine et, comme Colin Powell, présente la particularité d'avoir travaillé pour les démocrates avant d'accepter une fonction officielle dans l'administration républicaine. Elle a remplacé le secrétaire d'état depuis la réélection de BUSH. Walter Kansteiner, assistant du secrétaire d'Etat pour les affaires africaines, a plus de vingt ans d'expérience dans les relations commerciales entre les Etats-Unis et l'Afrique. Jendayi Frazer est la spécialiste de l'Afrique du conseil national de sécurité (National Security Council - NSC). D'origine afro-américaine, elle a travaillé pour les nations unies sur les questions africaines, dans le cadre du programme de développement. En plus d'être l'oreille du Président au sein du NSC, son rôle est de

¹ AGOA : African Growth and Opportunity Act adopté en 2000

coordonner les politiques de toutes les agences américaines et de s'assurer de la cohérence de la politique globale américaine sur l'Afrique. Andrew Natsios, administrateur de l'agence américaine pour l'aide publique au développement (United States Agency for International Development - USAID) est aussi un personnage clé de la politique américaine. Mis en place sous l'administration Clinton, il a été maintenu dans ses fonctions et participe à cette nouvelle politique au travers d'USAID qui regroupe la majorité des aides dirigées vers les pays en voie de développement.

En résumé, on peut dire que l'action diplomatique s'exerce au travers de partenaires privilégiés, le but étant de renforcer les liens là où ils semblent porter leurs fruits pour les Etats-Unis. Le bénéfice que l'administration américaine espère en retirer est noble en termes de bonne gouvernance et de démocratie, mais certainement intéressée.

« Le troisième gros obstacle qui se pose au développement de l'Afrique, ce sont les barrières commerciales qu'érigent les pays riches, mais également l'Afrique, et qui empêchent la vente de produits africains¹

L'AGOA

Les Etats-Unis mettent aujourd'hui en avant leur projet de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA) adopté en 2000 sous la présidence CLINTON. Cette loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique, a accordé aux produits africains un accès accru au marché américain. Elle a été renouvelée en Juillet 2004 prorogeant l'AGOA jusqu'en 2015 et élargissant, au demeurant, sa portée. La principale disposition de la loi permet aux africains d'exporter des vêtements en franchise de droits de douane vers les Etats-Unis. Depuis que la première AGOA a été adoptée en 2000, les investissements en Afrique ont augmenté et le commerce avec l'Afrique s'est accentué. La valeur des vêtements africains envoyés aux Etats-Unis est passée d'environ 600 millions de dollars en 1999 à environ 1,5 milliard de dollars en 2003. Sur la cinquantaine de pays que comporte l'Afrique, 37 peuvent bénéficier des avantages conférés par l'AGOA. Selon un rapport publié par la Maison Blanche, les importations couvertes par cette loi ont augmenté de 55% entre 2002 et 2003 et atteignaient 14 milliards de dollars².

Le commerce qu'apporte l'AGOA n'est certainement pas du type à favoriser le développement de l'homme par rapport à son milieu. Il a cependant le mérite d'essayer d'implanter un modèle commercial connu des américains et de donner une note d'espoir à ceux qui veulent redynamiser l'économie africaine en pariant sur ce phénomène pour déclencher le renouveau de l'Afrique.

¹ Discours de George W. BUSH au dîner du Sommet Léon Sullivan, le 20 juin 2002

² « Le vote au Sénat en faveur de l'AGOA III envoie un signal positif à l'Afrique » WF-ACTUALITIES Digest, 25 June to 28 June 2004

L'enjeu des matières premières

Un autre volet de l'offensive économique américaine est la question des matières premières avec , outre les réserves de gaz naturel (quelque 8% des réserves mondiales prouvées de gaz naturel, sa production représentant un peu plus de 5% de la production mondiale de gaz°, le chrome, le platine et le coltan,et les réserves pétrolières ne sont pas à sous estimer. A l'heure actuelle, 15% des importations de pétrole des Etats-Unis proviennent des pays africains, et ce taux devrait passer à 25% au cours de la prochaine décennie au fur et à mesure de l'exploitation de nouveaux gisements. Au cours des 10 prochaines années, l'Afrique deviendra donc un fournisseur de pétrole et de gaz naturel de plus en plus important pour les Etats-Unis¹

.De l'Union Européenne en Afrique

Aperçu historique

L'exploration de l'Afrique par les européens a commencé avec les portugais vers 1450. Les historiens sont unanimes pour reconnaître qu'au-delà de l'ardeur pour explorer de nouveaux secteurs, il y avait aussi le besoin d'ouvrir de nouveaux itinéraires vers l'Extrême-Orient. Encouragées par les succès des portugais dans l'établissement de contacts paisibles et des relations commerciales avec les peuples, particulièrement autour du delta du Niger, d'autres nations européennes ont pris l'intérêt. Cela a culminé à travers deux événements principaux qui devaient réorganiser l'histoire du continent africain : le commerce des esclaves et la Conférence de Berlin de 1884 à 1885.

Convoqué en novembre 1884 par le Chancelier allemand de l'époque, Bismarck, le but principal de la Conférence de Berlin était de résoudre les revendications territoriales contradictoires par des nations européennes diverses en Afrique pendant la période de colonisation qui a suivi l'abolition de commerce des esclaves. La Conférence a abouti en novembre l'année suivante à la division de l'Afrique entre les pouvoirs européens. L'article 34 de « l'Acte de Berlin » a déclaré que n'importe quelle nation européenne qui a pris possession d'un territoire africain, ou s'est nommée comme "le protectorat" d'un, a dû informer les pouvoirs signataires de l'Acte de Berlin de cette action. Ainsi sans le savoir, l'Europe concevait déjà une politique de l'Afrique noire dès 1884 à Berlin. Le processus de décolonisation a duré de la fin de la Deuxième Guerre mondiale jusqu'à la fin de l'apartheid soit près de quatre décennies. Pendant cette période, beaucoup de changements politiques ont eu lieu dans le monde.

Les accords pour le développement

¹ Jacques BONNIFAIT, « Grandes manœuvres aux pas de l'or noir »,Journal de l'Afrique,n°353 Février 2004

« L'Europe, avec des ressources accrues, doit poursuivre une de ses tâches essentielles : le développement du continent africain ¹ » et pour ce faire le Traité de CEE de Rome signé le 25 mars 1957 a pourvu l'association OCT avec la Communauté européenne récemment formée et a établi le Fonds Européen pour le Développement (FED). En couvrant 18 pays de l'Afrique subsaharienne, les deux accords de Yaoundé ont constitué un acquis en termes de mise en place d'institutions communes avec la CEE et la structure contractuelle. Bien que le système de Yaoundé ait été essentiellement institué pour les pays africains francophones, il a créé des bases pour la Convention Lomé qui a suivi.

L'entrée du Royaume-Uni dans la Communauté européenne en 1973 a mené à la signature d'un accord plus large à Lomé en 1975 entre 9 membres de la CEE d'une part et 27 pays africains, 6 états des Caraïbes et 3 du Pacifique d'autre part. C'est la naissance des accords ACP-CE sous l'égide de la Convention Lomé qui devait aboutir au plus grand nombre de partenaires et à une diversification des objectifs.

Il a aussi présenté le système *STABEX* (stabilisation de recettes d'exportation sur des produits agricoles) qui a donné des fonds pour compenser des pertes sur un grand choix de produits agricoles (le cacao, le café, des arachides, le thé, parmi d'autres) suite aux échecs de récolte et des chutes des prix. Les dix dernières années de la Convention Lomé qui a duré un quart de siècle, devaient être couvertes par *Lomé IV* et deux protocoles financiers correspondant aux septième et huitième FED de 10.8 milliards d'Euros et 14.625 milliards d'Euros respectivement.

La chute du Mur de Berlin et le Traité d'Union (qui a abouti à une augmentation de l'attention de l'Union pour les voisins européens de l'Est et de la Méditerranée) et des changements principaux de l'environnement économique international (le GATT), a nécessité une revue de Lomé IV en 1994-95. Par conséquent, *Lomé IV Révisé* (aussi appelé *Lomé V*) a commencé avec les amendements principaux suivants :

- le respect des droits de l'homme, la promotion d'idéaux démocratiques et la bonne gestion sont devenus les fonctions essentielles de la Convention ACP et les pays qui n'ont pas accompli ces conditions ont été sanctionnés et interdits d'accès aux fonds du FED (le Nigeria en 1995, le Libéria en 2000 et le Zimbabwe en 2002)
- coopération décentralisée en forme d'association participative incluant la société civile,
- renforcement de la position de femmes et,
- intérêt mutuel dans la protection de l'environnement et du développement durable.

La Convention Lomé a expiré en 2000 et a été remplacée par un nouvel accord signé à Cotonou, en République du Bénin, en juin 2000.

¹ Dominique DAVID, 40 ans de l'Europe-ACP Rapport, le courrier d'ACP-UE, Septembre 2000

L'accord de Cotonou

Signé le 23 juin 2000 par les 15 États membres de l'UE et 77 États ACP dont 48 pays africains, l'accord de Cotonou durera vingt ans avec une disposition pour la révision tous les cinq ans et un protocole financier. En privilégiant la réduction de la pauvreté dans les pays ACP comme son but central, ce nouvel accord a retenu deux données principales :

- le développement est tout d'abord politique et,
- la mondialisation ne peut pas être synonyme de la pauvreté, de l'inégalité ni de l'exclusion.

L'Accord de Cotonou s'est inspiré de l'expérience des vingt-cinq années des Conventions Lomé successives. Comme il a été noté plus tôt, l'évaluation de l'impact d'allocations et des préférences commerciales non réciproques aux États ACP pendant ces années ont à peine atteint leurs objectifs. En même temps, la mondialisation et les évolutions technologiques récentes sont des processus desquels la majorité des États ACP sont exclus. De plus, l'augmentation des flux d'investissement directs dans les pays en voie de développement, en général et africains en particulier, au cours de la dernière décennie n'a pas autrement modifié la situation de ces pays. Par conséquent, les nouvelles orientations de l'Accord de Cotonou, matérialisées par cinq piliers, reflètent une évolution de la dimension politique qui conduit à une association claire entre le commerce et le développement.

Les cinq piliers interdépendants de l'Accord de Cotonou précisent les nouvelles orientations de l'association comme suit :

- 1) la dimension politique,
- 2) l'approche participative,
- 3) la réduction de la pauvreté,
- 4) la nouvelle structure du commerce, et,
- 5) la coopération commerciale, rationalisation d'instruments financiers et réformes.

Il convient de noter que l'Accord de Cotonou a conduit à quelques progrès dont aujourd'hui les importants semblent être :

- le renforcement des institutions politiques ;
- la promotion de la bonne gouvernance ;
- l'intégration régionale.

Bilan et perspectives

Comme inscrit dans ce que l'on serait tenté d'appeler la doctrine, l'administration américaine essaye de faire valider ses concepts par l'entremise d'organisations multilatérales tel le NEPAD (New Partnership for Africa's Development).

Le NEPAD est un plan destiné à favoriser le développement des pays africains. Lancé par cinq chefs d'Etat, (notamment de l'Afrique du sud, du Nigeria et du Sénégal) le NEPAD est un contrat de confiance auquel les nations africaines adhèrent si elles le veulent. Les pays souscripteurs s'engagent à déployer les efforts nécessaires pour : -éradiquer la pauvreté,

- renforcer la démocratie et
- lutter contre la corruption.

En échange de quoi, ils peuvent bénéficier d'un allègement de leur dette extérieure de la part des pays développés ainsi que d'une aide accrue en matière de commerce et d'investissement. En quelque sorte, les dirigeants africains s'engagent à une bonne gouvernance et à un processus démocratique en contrepartie d'aide financière et économique. Le NEPAD a été officiellement présenté lors d'une réunion au Nigeria en octobre 2001, après approbation par l'Union Africaine et avec le soutien immédiat de l'Union Européenne et des Etats-Unis.

. En ce qui concerne l'UE et compte tenu du fait que par le passé, il a été très difficile de vérifier sur le terrain les résultats des allocations versées aux pays africains par les pays de l'union sous forme bilatérale ou multilatérale, les allocations futures devraient être directement gérées par l'institution. Le modèle de l'USAID (qui effectue la plupart des projets d'aide de développement de la part des Etats-Unis) peut être adopté à cette fin.

L'UE devrait faire plus pour aider dans le renforcement d'institutions politiques et la gouvernance démocratique dans les états africains pour s'assurer que la démocratie n'est pas juste prêchée par les responsables politiques élus, mais bien pratiquée dans les faits .

Cas particulier de la lutte contre le SIDA

L'un des plus gros obstacles auxquels se heurte le développement en Afrique est le SIDA. Américains et européens ne semblent pas lésiner sur les moyens pour aider les pays africains à lutter contre ce fléau. « Nous devons être agressifs et compatissants pour lutter contre cette pandémie et les autres maladies infectieuses qui déciment les familles et rendent impossible le développement¹ » a fait remarquer la secrétaire d'Etat Condolezza Rice. Pour eux, la lutte contre le SIDA peut se dérouler en trois volets :

- la prévention,
- la lutte contre la maladie et
- la réduction des effets de la maladie sur l'économie des pays.

¹ Docteur Condolezza Rice Secrétaire d'Etat américain à la conférence conjointe de presse donnée en compagnie de Michel Barnier, Ministre français des Affaires Etrangères, au Quai d'Orsay le 9 Février 2005 ; propos publiés par le Magazine « AMINA » de Mars 2005

Ce troisième volet est d'importance car l'effet du SIDA sur la population active est dévastateur. Dans ce cadre, ils ont décidé de concentrer leur aide sur les pays, les plus touchés ou qui disposent des infrastructures médicales pouvant le mieux, toujours d'après ses critères, recevoir l'aide médicale.

L'engagement supplémentaire des américains portant sur 500 millions de dollars est d'après eux « l'initiative la plus importante jamais prise par un gouvernement afin de prévenir la transmission du SIDA de la mère à l'enfant ». Il faut savoir que ces fonds s'ajoutent à environ un milliard de dollars versés en appui aux efforts internationaux visant la lutte contre le SIDA, aux 2,5 milliards de dollars, non confirmés, mais qui devraient être consacrés à la recherche et à la mise au point de nouveaux médicaments et de nouveaux traitements, et aux 500 millions de dollars au fonds mondial de lutte contre le sida et autres maladies infectieuses.

De son côté, bien que n'ayant pas encore atteint le seuil de 0,7% du PNB à affecter à l'aide au développement (objectifs du millénaire définis en 2000) l'UE est, avec un taux de 0,39% , en avance par rapport à la cible définie pour 2005. A l'instar des américains, l'UE aussi devrait poursuivre ses efforts envers l'Afrique et le domaine militaire n'est pas négligé par les deux partenaires du continent.

II LES POLITIQUES DE COOPERATION MILITAIRE

La fin de la guerre froide ne s'est pas accompagnée du règne de la paix et de la sécurité en Afrique. Au contraire, elle a coïncidé avec le retour des « vieux démons » que sont les revendications territoriales et les guerres civiles. En plus de la pauvreté, de la prolifération du SIDA et autres maladies, et peut-être à cause de cela, plusieurs guerres interethniques et interétatiques se sont déclenchées dans toutes les sous régions.

Partant du principe selon lequel, sans sécurité et paix, il ne peut y avoir de développement économique et social, américains et européens (français et britanniques) mettent l'accent, en rang dispersé jusque là, sur la mise en place d'un état d'esprit, de connaissances et de capacités nécessaires aux africains pour prendre une part active dans la prévention des conflits et, le cas échéant, dans la gestion et le règlement des crises.

Des Etats-Unis vers l'Afrique

La responsabilité de conduite des opérations en territoire Africain, y compris les exercices et l'entraînement, les opérations humanitaires, le maintien de la paix, l'évacuation de civils en temps de crise et les opérations spéciales, est du ressort des grands commandements américains. Sorte de proconsulat de l'empire romain, ces commandements sont répartis entre les différentes régions du monde. Suivant une division administrative qui est souvent

décriée comme un frein à la création d'un commandement militaire en Afrique, la plupart des pays africains est dans la zone de responsabilité du commandement des Etats-Unis en Europe. Certains pays de l'est du continent sont sous la responsabilité du commandement central; le commandement du Pacifique couvre lui les Comores et Madagascar en plus de l'océan indien

Réorganisation de la présence américaine

L'espace méditerranéen représente un enjeu d'importance pour Washington qui a fait siennes les doctrines des géopoliticiens de la mer¹. Voie incontournable, la Méditerranée constitue un ensemble des plus vastes, s'étalant du Maroc à la Turquie. Certains l'étendent, d'ailleurs, à l'Asie Centrale. Somme toute, un ensemble qui ne peut que concerner directement les préoccupations géopolitiques et géostratégiques américaines. Depuis de nombreuses années, la force militaire se décline déjà dans la région par la présence de la sixième flotte, le pré positionnement en mer d'une brigade de Marines, la multiplication d'exercices conjoints, l'aménagement consécutif de bases et de ports nord – Africains en vue de leur éventuelle utilisation en cas de conflit, et la formation de militaires aux Etats-Unis dans le cadre du programme IMET(International Military Education and Training Program). Bien que disposant déjà de facilités au Maroc, en Tunisie et en Mauritanie, Washington voudrait encore renforcer sa position en installant des bases militaires dans d'autres pays. Les Etats-Unis aimeraient ainsi construire une base dans le Sud de l'Algérie ; laquelle serait sous la responsabilité directe et exclusive des autorités algériennes, et n'abriterait pas en permanence de forces américaines. Elle devrait être utilisée pour lutter contre Al Qaeda. L'ancienne route des caravanes allant de la Lybie à la Mauritanie est en effet une zone susceptible d'intéresser Al Qaeda et consorts. Des pays comme la Mauritanie, la Mali, la Niger et le Tchad sont quelques exemples de pays qui intéressent Al Qaeda. Aussi, les Etats-Unis ont-ils lancé **l'Initiative pan-Sahel**.

Il s'agit d'un partenariat entre les Etats-Unis et ces pays portant sur la formation de militaires et encourageant la coopération sahélo-maghrébine en matière de lutte contre le terrorisme. Ce programme qui s'est achevé en 2004 est financé à hauteur de 7,5 millions de dollars et comprend une formation de base sur le maniement d'armes, la planification, les communications, la navigation terrestre, la conduite de patrouilles et l'apport de soins médicaux². Le modèle qui a servi de base à l'initiative pan – sahel a, entre temps, essaimé vers d'autres espaces géopolitiques puisque les Etats-Unis ont conclu des accords de

¹ Tanguy STRUYE, politologue, chercheur au Centre d'Etudes des Crises et des Conflits Internationaux, dans DIPLOMATIE 12 Janvier-Février 2005

² Andrew KOCH, « US is now set to turn the focus on African security », Jane's Defense Weekly, 21 April 2004

coopération similaires avec, entre autres, le Gabon, le Nigéria et le Rwanda. La présence américaine ne s'arrête cependant pas là. Afin de mieux contrôler la **Corne de l'Afrique**, ses voies maritimes et de faciliter la lutte contre le terrorisme, les Etats-Unis sont aujourd'hui présents à Djibouti, chasse gardée traditionnelle de la France. En octobre 2002, Washington y a créé le Combined Joint Task Force- Horn of Africa afin de lutter contre le terrorisme et d'améliorer la sécurité en Ethiopie, en Erythrée, au Soudan, au Kenya, en Somalie, au Yémen, en Mer Rouge, dans le Golfe d'Aden et dans l'Océan Indien.

Les Etats-Unis ont également des vues sur l'Île de Socotra, propriété du Yémen située à quelques 400 Km des côtes yéménites. Stratégiquement, bien située, celle-ci est faiblement habitée et peut être ainsi facilement sécurisée. L'île pourrait, en outre, se présenter comme une heureuse alternative à la présence américaine –sans cesse contestée – dans le Golfe¹.

L'Erythrée est un autre pays qui a renforcé ses rapports avec Washington en offrant l'utilisation de ses installations le long de ses 1200 Km de côtes, le long de la Mer Rouge et en mettant à la disposition des Etats-Unis des ports profonds à Assab et à Massawa ainsi que du nouvel aéroport près du port de Massawa lequel peut accueillir des avions de n'importe quelle taille. L'Erythrée a enfin offert un droit illimité de survol de son territoire et le partage d'informations obtenues par ses services de renseignements².

Soutien aux initiatives régionales

Depuis l'échec en Somalie, les américains demeurent réticents à l'envoi de forces militaires dans des guerres civiles et ethniques. Favorisant les initiatives régionales, ils ont créé l'African Crisis Response Initiative (ACRI) et l'African Center for Strategic Studies (ACSS). Ils apportent également des ressources et un apport logistique aux forces de maintien de la paix de l'Union Africaine et de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Ils sont, enfin, parvenus à convaincre les chefs d'Etat et de gouvernement du G8 de soutenir leur proposition du Global Peace Operations Initiative. Cette dernière propose d'organiser et de financer la formation de quelques 75000 soldats du monde entier – principalement issus du continent africain- d'ici à 2010. Ils visent également à équiper certains d'entre eux pour accélérer l'exécution d'opérations de maintien de la paix dans les pays qui en auront besoin, notamment des opérations effectuées sous la direction de l'ONU dans les pays africain

De l'Union Européenne en Afrique

En ce qui concerne l'UE, on ne peut encore parler de politique réelle de coopération militaire. Elle même est au tout début de l'ébauche de ce qui est appelée « l'Europe de la

¹ Michel BOUNAJEM, « Conjectures sur de nouvelles relations, Arabies, Décembre 2000

² « L'Erythrée s'associe pleinement à la lutte contre le terrorisme », l'ambassadeur d'Erythrée auprès des Nations Unies devant le club de presse, 26 mai 2004

défense » à travers la PESD. La question sera donc abordée à travers l'étude des politiques de coopération des pays européens qui ont colonisé le continent africain surtout la France et le Royaume Uni.

La coopération Française

La politique militaire de la France en Afrique a évolué depuis la décolonisation et la guerre froide. Pendant les années 1990, elle s'est transformée en une politique de coopération qui vise à faire des pays africains des associés plutôt que des vassaux : d'abord parce qu'ils sont plus sensibles aux questions relatives à leur souveraineté et à leur maturité politique, et ensuite parce qu'ils veulent prendre en main leur avenir et donc leur sécurité.

Les accords de défense

Le cœur des accords de défense est constitué par une intervention dans le domaine militaire : en contrepartie de facilités accordées à la France, comme des bases ou des possibilités d'escale ou de survol, celle-ci s'engage à participer, à des degrés variables, à la politique de défense et de sécurité des Etats signataires. En vertu de ces accords, les Etats signataires ont la possibilité de faire appel aux forces françaises pour assurer leur défense. Dans la réalité ces accords permettent de maintenir en place certains régimes africains tant que la France ne les juge pas encombrant pour elle-même.

Les accords d'assistance et de coopération technique

Ces accords sont plus nombreux : une trentaine environ. Ils recouvrent des dispositions très variées selon les États mais comprennent en principe trois volets : personnel, formation et soutien logistique. Ils se distinguent en deux catégories :

-des accords ou conventions d'assistance militaire technique, établis avec des pays qui ne relèvent pas nécessairement du champ historique de la coopération. Par ces accords, la France s'engage, en contrepartie de facilités de stationnement et de transit, à fournir une assistance, notamment pour l'encadrement et l'instruction des forces de l'État signataire ;

-des accords ou conventions de soutien logistique, relatifs à l'entretien et à la fourniture de matériels et d'équipements, ou à la coordination de manœuvres militaires communes.

L'organisation de la coopération militaire et de défense

Structures et objectifs

La Direction de la coopération militaire et de défense (DCMD) est née en 1999 de la volonté de réformer l'outil de coopération militaire et de défense, dans le cadre plus général de la réforme de la politique de coopération, au même titre que la Direction générale de la coopération internationale et du développement (DGCID).

La formation

La DCMD propose essentiellement des actions de coopération dans le domaine de la formation :

- accueil de stagiaires militaires étrangers dans les écoles (Institut des hautes études de défense nationale, Collège interarmées de défense, écoles d'officiers...) ou en unité ;
- ou, à l'étranger, par le soutien à la création d'écoles à vocation souvent régionale,
- ou encore, toujours à l'étranger, par l'envoi d'experts français pour des sessions de formation de quelques semaines dans des domaines spécifiques.

Le conseil

L'ingénierie de défense est le deuxième axe de travail de la DCMD. Elle peut s'exercer à titre temporaire ou permanent, avec des coopérants militaires techniques placés auprès d'un ministère de la défense ou d'un état-major, ou dans le cadre de missions de courte durée. C'est un moyen d'accompagner et de faciliter la politique de réforme qu'ont engagée plusieurs pays et de contribuer au développement de l'interopérabilité de leurs armées.

Les forces mises en place

Les forces pré positionnées

Les évolutions politiques depuis la décolonisation et la posture que nécessite le respect des accords de défense ont entraîné le déploiement et le maintien de forces stationnées de façon permanente ou occasionnelle en Afrique subsaharienne. Sans doute d'autres considérations interviennent-elles également dans la décision française de maintenir des forces. Le dispositif français est organisé autour de cinq implantations situées à Djibouti, au Tchad, au Gabon, au Sénégal et en Côte d'ivoire.

Le concept RECAMP

Pour répondre à la volonté légitime et de plus en plus affirmée des pays africains de gérer eux-mêmes les problèmes de sécurité sur leur continent, la France a conçu et proposé le concept RECAMP dans le milieu des années 90. En adéquation avec les besoins exprimés par les pays africains en matière de maintien de la paix et en pleine cohérence avec l'action des Nations Unies, de l'Union Africaine et de l'Union Européenne, RECAMP vise à contribuer au renforcement des capacités militaires des pays africains afin de leur permettre de concevoir et de mener des opérations de maintien de la paix sur le continent. Il contribue aussi au développement et au renforcement du rôle des organisations sous- régionales africaines en matière de sécurité dans un climat de confiance mutuelle.

Le volet entraînement du programme vise en priorité d'une part , la prise de décision et la planification aux niveaux stratégique et opératif et d'autre part,l'interopérabilité des forces.

Il s'organise sur un cycle de deux ans autour de trois axes : un exercice majeur, des cycles intermédiaires et des exercices hors cycles.

La coopération Britannique

Au-delà de la langue, la Grande Bretagne n'a pas vraiment conservé les relations si privilégiées et si paternalistes avec leurs anciennes colonies comme l'a fait la France. En effet, sauf l'intervention significative qu'elle a eu à effectuer en Sierra Léone en 1999- un peu comme ce que fait actuellement la France en Côte d'Ivoire-les britanniques n'ont aucune coopération généralisée avec leurs anciennes colonies à l'instar du concept RECAMP mais ils interviennent au grés des demandes des pays et mettent en place un programme de formation dénommé BMATI.

De plus la politique britannique de coopération en Afrique privilégie quelques pays et principalement un par sous région africaine sauf une présence diversifiée en Afrique de l'Ouest avec le développement du BMATI en Sierra Léone et au Nigeria. Des instructeurs britanniques sont aussi présents dans l'encadrement de l'Ecole « KOFFI ANNAN » de maintien de la paix installée au Ghana en collaboration avec les allemands.

Toutefois, les écoles britanniques de formation reçoivent régulièrement les stagiaires africains à tout les échelons d'acquisition des connaissances des savoirs et savoir-faire.

Enfin, à la demande de chaque pays et sous réserve de l'acceptation des responsables politiques anglais, des conseillers de toute sorte peuvent être envoyés dans les pays africains mais cela est surtout vrai pour le Kenya et l' Afrique du Sud. En fait, ayant constaté très tôt qu'elle ne peut continuer à trop s'investir dans les affaires africaines alors que les pays sont indépendants, la Grande Bretagne s'est peu à peu désengagée.

Bilan et perspectives

Comme il est facile de constater, l'Afrique fait l'objet de beaucoup d'intérêt de la part des pays développés en ce qui concerne la prévention et la gestion des crises. Toutefois, la multiplicité des initiatives ne semblent pas permettre une bonne gestion des aides ni des politiques. La mise en commun des moyens et une nouvelle réorganisation des politiques serait salutaire pour les africains qui ne semblent pas bien se retrouver dans cette atmosphère de concurrence permanente entre les différents pays. L'accroissement au fil des exercices du nombre de pays contributeurs à des titres divers illustre ,à première vue, le succès du programme RECAMP mais la persistance d'autres concepts comme l'ACOTA et le BMATI montre que l'adhésion de ces pays au programme RECAMP n'est pas encore total. De plus, le fait que les Etats-Unis continuent de proposer d'autres solutions comme le « Global Peace Operations Initiative » consistant à organiser et financer la formation de quelques 75000 soldats du monde entier – principalement issus du continent africain- d'ici à

2010 montre que ce n'est pas dans un avenir proche que les initiatives en faveur d'une paix durable sur le continent vont aboutir à une harmonisation de points de vue de la part des grandes puissances. A tout considérer, cette apparente dissonance peut facilement être contournée si le problème des ventes d'armes sont réglé entre les grandes puissances. Il semble en effet que chacun cherche par l'intermédiaire de son programme à constituer un marché pour ses usines d'armements.

III COMMENT SAUVER L'AFRIQUE ?

Comme l'a constaté Monsieur Louis MICHEL , ancien ministre belge des Affaires Etrangères et nouveau commissaire européen au développement, « l'Afrique est la mauvaise conscience de la communauté internationale¹ » et l'Europe doit opérer une « refocalisation sur l'Afrique ». Mais ,il ne s'agit pas seulement de l'Europe ; les Etats-Unis et tous les pays développés doivent mieux penser avec les africains à comment radicalement introduire cette partie de la planète dans le marché économique mondial dans la paix et la sécurité.

L'union fait la force et l'Afrique ne verra le bout du tunnel que lorsque ensemble, américains, européens et les institutions de Bretton Wood vont vraiment se donner les moyens financiers, économiques, politiques et militaires indispensables au règlement définitif, au pire de manière durable , des problèmes africains avec l'UA, les organisations sous régionales et dans le cadre du NEPAD.

« Les échanges internationaux sont scandaleusement inégaux, la fameuse aide internationale n'est que feu de paille, un marché de dupes dans la mesure où les grands de ce monde, les Etats –Unis en tête, ainsi que les institutions de Bretton Woods, exigent de pays pauvres qu'ils se serrent la ceinture, alors que l'écrasante majorité de leurs populations n'ont même pas de quoi s'acheter une ...ceinture² » a déclaré JEFFREY SACHS économiste et conseiller spécial de Koffi ANNAN. Pour en finir avec cette situation scandaleuse, il faut commencer par établir, comme cela a été, en 2004, le cas pour l'Afghanistan et l'Irak, une estimation des besoins des pays du continent africain. des conditions favorables à d'autres pays frappés par des catastrophes naturelles (Tsunami).

Pour le développement économique de l'Afrique

Les tentatives de mise en place de structures de développement ont été nombreuses. Parfois encadrées par les pays occidentaux et les institutions de Bretton Woods (Banque Mondiale et Fonds Monétaire International), elles n'ont pas recueilli l'adhésion des pays africains et

¹Interview accordée par le nouveau commissaire européen au développement à l'hebdomadaire « jeune Afrique l'intelligent n°2289 ,semaine du 21 au 27 Novembre 2004

²Interview accordée à l'hebdomadaire « Jeune Afrique, l'Intelligent » n°2271, semaine du 18 au 24 juillet 2004

même quand ceux –ci s’y sont soumis comme pour les Programmes d’Ajustement Structurels(PAS), ont abouti à des échecs¹. Une démarche récente et visiblement plus prometteuse mérite cependant d’être citée.

La volonté de réforme semble se concrétiser dans le **Nouveau Partenariat pour le Développement de l’Afrique (NEPAD)**. Cette structure, dont l’objet central est le développement, comporte en effet plusieurs aspects relatifs à la sécurité, tant il apparaît aujourd’hui clairement qu’il ne peut pas y avoir de développement sans une situation pacifiée et stabilisée.

La principale nouveauté du NEPAD réside dans le fait que la démarche vient des pays africains eux-mêmes, ou plutôt à l’origine, des chefs d’État de cinq pays africains : l’Afrique du Sud, le Nigeria, l’Algérie, le Sénégal et l’Egypte. Les échecs des initiatives de développement analogues sont nombreux. Sans doute les chances du NEPAD dans ce domaine sont-elles donc limitées, mais le NEPAD présente un autre atout, celui d’être un forum politique dans le cadre duquel les dirigeants africains peuvent parvenir plus facilement à une position commune, et avec une appropriation de la démarche qui suscitera davantage l’adhésion des structures comme des populations locales.

Prévention et pas thérapie

Ces dernières années, les Etats-Unis ont fait un modeste don annuel de quatre millions de dollars à l’Ethiopie pour augmenter sa productivité agricole, mais ont dû envoyer cinq cent millions de dollars d’aide alimentaire d’urgence en 2003 lorsque les récoltes ont fait faux bond. Dans le même ordre d’idée, dans les années 1990, les Etats-Unis ont donné moins de 50 millions de dollars par an à l’Afrique pour lutter contre le SIDA, mais ils vont désormais dépenser 3 milliards de dollars par an pour combattre l’épidémie, qui a infecté plus de 50 millions d’africains (20 millions de morts et 30 millions de personnes séropositives). De même, les dépenses de sécurité de Washington en Afrique dans le cadre de la récente Initiative sur le contre –terrorisme en Afrique de l’Est(East African Counterterrorism Initiative) ont bondi de 100 millions de dollars et pourraient bientôt dépasser largement l’aide au développement économique. Au vu de ce qui précède, on peut affirmer avec Jeffrey SACHS : « Les planificateurs stratégiques américains reconnaissent généralement la valeur de l’aide au développement économique après une guerre comme le montrent les 20milliards de dollars que l’Amérique envisage de dépenser en Irak et les 2,3

¹ René DUMONT, « Pour l’ Afrique, j’accuse », Seuil,Paris,1990

milliards prévus pour l'Afghanistan. Mais lorsqu'il s'agit d'une aide au développement destinée à prévenir un conflit, on ne trouve presque jamais l'argent¹ ».

En dehors des cas d'urgence que sont l'aide alimentaire et les anti-rétroviraux, l'aide militaire, le service de la dette, ou l'argent versé aux consultants américains plutôt qu'aux pays africains, les Etats-Unis accordent à l'Afrique une aide au développement qui s'est chiffrée en 2004 à moins de 1 milliard pour 700 millions d'âmes.

Des investissements précis et bien orientés dans la décennie à venir jetteraient les bases d'une croissance auto soutenue. D'ore et déjà, il est logique d'affirmer que ce qui reviendra à l'Afrique dans le cadre du Compte du défi du millénaire (Millennium Challenge Account), budgétisé à 1 milliard de dollars en 2005 et qui doit être porté, en 2006, à 5 milliards de dollars par an pour l'ensemble du monde en développement, ne suffira pas à financer ses besoins concernant les routes, l'énergie, l'eau potable, les installations sanitaires, les soins aux enfants, les écoles, les engrais l'irrigation et les autres investissements particuliers qui pourraient débloquent la croissance économique du continent. Il reste aussi et surtout à identifier les bons partenaires.

Trouver les bons partenaires

La première étape dans une meilleure prise en compte du développement de l'Afrique est de trouver des partenaires africains valables. En Afghanistan et en Irak, les Etats-Unis n'ont pas attendu qu'il y ait une « bonne gouvernance » pour lancer une véritable aide au développement. Des dépenses ont été engagées malgré un climat d'une extrême violence, et ce bien que les gouvernements soutenus par les américains à Bagdad et Kaboul n'aient guère d'autorité. Au niveau supérieur, l'Union Africaine, avec le NEPAD a mis en route un processus infiniment précieux, le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs. Jusqu'ici, seize pays africains y ont adhéré. Un gouvernement national fort, appuyé par un examen des pairs, c'est une combinaison puissante pour améliorer l'action des dirigeants.

En Afrique de l'Ouest, le Sénégal, le Ghana, le Mali et le Bénin sont fort bien gouvernés, ont passé avec succès l'examen des pairs mais sont très pauvres parce qu'il leur manque les infrastructures clés et parce que les maladies y sont endémiques, en particulier, le paludisme. En Afrique de l'Est, il y a aussi plusieurs partenaires auxquels la communauté internationale devrait s'intéresser. En Ethiopie et en Ouganda, des dirigeants africains ont pris à bras le corps deux pays où la situation était apparemment désespérée et les ont mis sur la bonne voie du développement. Dans cette même région, le Kenya et la

¹ Jeffrey SACHS : économiste et conseiller spécial du Secrétaire Général des Nations Unies Koffi ANNAN, dans l'hebdomadaire international « Jeune Afrique, l'Intelligent n°2271 18-24 juillet 2004

Tanzanie ont des gouvernements démocratiques et soucieux du développement, mais la pauvreté et le SIDA y font des ravages.

Quelle que soit la liste des références, de plus en plus de pays africains ont une qualité de gestion et de gouvernance qui leur permet d'envisager un développement économique et de combattre le terrorisme avec succès. Seulement, ces pays manquent cruellement de moyens. Dans tous les pays cités ci-dessus, la situation des infrastructures est catastrophique : ils n'ont pas les routes, l'électricité, le système de santé et de scolarité nécessaires pour échapper à la pauvreté. Sans ces infrastructures fondamentales, ils ne peuvent pas nourrir leurs populations et encore moins attirer les investisseurs pour une croissance à long terme. Lorsque les bons partenaires seront identifiés, il faudrait que les pays donateurs identifient les besoins prioritaires.

Identifier les besoins

La bien séance et la logique recommandent que pour aider quelqu'un il faille d'abord procéder à l'estimation de ces besoins. Ce travail devra se faire sur le type de celui que les Nations Unies et la Banque Mondiale ont élaboré pour l'Irak à la demande de Washington. Il en a été de même pour l'Afghanistan. On n'a jamais procédé à ce genre d'estimation des besoins de l'Afrique. Ces dernières années, les pays africains ont simplement été invités par le monde riche à « vivre selon leurs moyens », si limités fussent-ils. Selon Monsieur Jeffrey SACHS, les besoins de financement annuel moyen pour la période 2005-2015 pourraient en gros être :

- ✓ les infrastructures de base (routes, investissements dans la régénération des sols , disponibilité de l'eau pour l'arrosage, eau potable et installations sanitaires, combustibles modernes pour la cuisine...) coûteraient environ 45 dollars par personne et par an ;
- ✓ les dépenses de santé fondamentales (lutte contre le paludisme, le SIDA, la tuberculose et les maladies infantiles, les accouchements sans risques, l'alimentation et le planning familial) nécessiteraient 30 dollars de plus ;
- ✓ l'amélioration de l'éducation primaire et secondaire augmenterait la dépense de 15 dollars par personne et par an ;
- ✓ d'autres priorités importantes occasionneraient une dépense supplémentaire d'environ 10 dollars.

Le total serait alors de 100 dollars par personne et par an et en ce qui concerne le financement, les budgets nationaux pourraient apporter 40 dollars et l'assistance internationale 60 dollars. Ces pays reçoivent déjà 10 dollars par an et il resterait à trouver 50 dollars. Si l'on applique ces calculs à sept pays (Bénin, Sénégal, Ghana,

Kenya, Ethiopie, Ouganda et Mali avec une population combinée de 180 millions d'habitants, on arrive à un total qui n'est que de 9 milliards de dollars en plus des formes d'aide actuelle. C'est beaucoup moins comparé à ce qui est affecté au seul Irak avec ces 24 millions d'habitants.

Pour que cet argent soit bien dépensé, il faudrait définir des pôles de stabilité.

Des pôles de stabilité

Cet argent pourrait –il être bien utilisé ? La réponse est « oui » sans la moindre hésitation car, dans les pays identifiés comme « bons partenaires », les gouvernements sont stables.. Tous ces pays ont déjà préparé des plans détaillés, souvent très ingénieux, pour accroître leurs investissements dans les secteurs clés. **En fait pour les pays africains, les plans sont prêts et sur la table des Nations Unies. Il ne manque que l'argent.**

En somme, il est à retenir que lorsqu' on aura fait la liste des pays stratégiques et bien gouvernés, défini les plans d'action et des besoins financiers relativement modestes, la dernière étape à franchir sera de mettre en marche un processus combinant les différents éléments. De fait, les conditions pour lancer des programmes ambitieux ne pourraient être meilleures qu'actuellement. De plus, en Septembre 2005, les chefs d'Etats et de gouvernement se réuniront à l'ONU pour faire le bilan des progrès réalisés en cinq ans, depuis l'Assemblée du millénaire. Seront-ils encore engagés dans une polémique acharnée sur une guerre fortement contestée ? Ou annonceront-ils enfin que les pays pauvres bien gouvernés vont désormais s'associer avec leurs riches homologues pour aider le monde à se sortir de la violence, du terrorisme, de la maladie et de l'extrême pauvreté ?

Pour la gestion des crises sur le continent africain

La France, fidèle à ses rapports historiques avec les pays africains, œuvre à développer sur le continent, un partenariat soutenu par les Nations Unies, l'Union Européenne et l'Union Africaine pour répondre à la volonté légitime et de plus en plus affirmée des pays africains de gérer eux- mêmes les problèmes de sécurité sur le continent.

Elle a conçu et proposé dans les années 90 « RECAMP », les Américains « ACRI » remplacé par « ACOTA ».

En matière de maintien de la paix en particulier et de la gestion des crises en général, l'Union Africaine a besoin d'un seul instrument qui puisse être réellement accepté par tous les pays développés (France et Etats-Unis principalement). Ce n'est pas aujourd'hui le cas avec le système RECAMP qui semble aujourd'hui encore trop franco- français dans la mesure où seuls les pays francophones sont vraiment enthousiasmé de participer aux différents cycles RECAMP. C'est sûrement cet aspect de la participation qui a amené les

autorités françaises à élever au rang de contributeur tous les pays qui, désormais, participeront aux cycles RECAMP.

En fait, si pour la France, il faut privilégier les solutions régionales au détriment des relations bilatérales privilégiées avec quelques pays comme ce fut le cas avec le « pré-carré », pour les américains, il faut étendre le processus à d'autres pays au-delà du continent et avoir une force mondiale de maintien de la paix comme le précisait si bien la secrétaire d'Etat Condolezza Rice « L'une des choses sur lesquelles nous nous sommes mis d'accord au G8 est que nous avons besoin de forces de maintien de la paix plus solides pour les conflits régionaux comme certains conflits qui se sont déroulés et se déroulent encore en Afrique ¹ » .

L' Afrique intéresse Davos

Le sort de l'Afrique préoccupe les participants au forum économique mondial Davos tenu comme chaque année en Suisse. Tony BLAIR, le premier ministre britannique, qui assure la présidence du G8 a invité les pays développés à aider, un peu plus, le continent africain. La Grande Bretagne donne l'exemple en annonçant qu'elle va doubler son aide au développement, afin d'atteindre l'objectif de 0,7% de son Produit Intérieur Brut (PIB) fixé par les Nations Unies. Il semble qu'à l'issue de cela, a été noté, une nouvelle prise de conscience des participants au sommet de Davos. En effet, les adeptes les plus convaincus du libéralisme économique ont choisi de placer en tête des principaux thèmes du forum 2005 la lutte contre la pauvreté. Tony BLAIR a aussi proposé que soit annulée la dette des pays les plus endettés et la nécessité de soutenir l'Union Africaine et le NEPAD car a-t-il affirmé : « sans l'assistance des nations les plus riches, les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ne pourront pas être atteints pour 2015. Il faut de l'aide, pas de la charité ».

Pour sa part, en notant que le chiffre d'affaires réuni des deux plus importantes multinationales au monde dépassait largement le PIB de tout le continent africain, le président français Jacques CHIRAC a suggéré que les transactions financières internationales, dans la limite du raisonnable, soient taxées. Une opération qui pourrait rapporter près de 10 milliards de dollars par an. Il a également proposé une taxe sur le carburant des avions et des navires et « un faible prélèvement »- un dollar par exemple- « sur les trois milliards de billets d'avion vendus chaque année dans le monde », afin de constituer des ressources supplémentaires pour aider les pays pauvres.

¹ Docteur Condolezza Rice Secrétaire d'Etat américain à la conférence conjointe de presse donnée en compagnie de Michel Barnier, Ministre français des Affaires Etrangères, au Quai d'Orsay le 9 Février 2005 ; propos publié par le Magazine « AMINA » de Mars 2005

Il convient toutefois de reconnaître que malgré le consensus international autour du fait que l'Afrique soit « un continent en détresse », on ne se bouscule pas vraiment au portillon pour le secourir ont constaté¹, entre autres, les présidents Thabo MBEKI d'Afrique du Sud et Olusegun OBASSANJO du Nigeria qui depuis quelques années ont pris l'habitude de se rendre à Davos.

CONCLUSION

« Si l'Afrique subsaharienne venait à être brutalement engloutie, cela n'aurait aucune conséquence sur la marche de la planète » écrivait V. Chesnaut dans le journal « le monde » du 11 Février 1990 et quelle que soit la manière de l'exprimer, la très faible insertion du continent africain dans l'économie internationale est une évidence. Indice particulièrement réaliste, le niveau des investissements étrangers en Afrique reflète la situation d'un continent abandonné au bord du monde. Il en veut pour preuve le fait qu'en 2002, sur 534 milliards de dollars de capitaux privés, 349 ont été investis dans les pays les plus développés, 90 en Asie, 62 en Amérique Latine, 27 en Europe de l'Est et seulement 6 en Afrique. « Si vous comparez le rôle de l'Afrique à celui des Etats-Unis, vous verrez les deux pôles de la situation dans la mondialisation : entre les mondialisateurs que sont les Etats-Unis et les mondialisés que sont les africains¹ »

L'agenda régional des Etats-Unis pour l'Afrique peut être synthétisé en cinq points : éradiquer les cellules terroristes, exploiter les gisements pétroliers, garantir la sécurité des routes maritimes (Golfe d'Aden, Mer Rouge), tenter de projeter la puissance américaine à partir de l'île de Socotra, de Djibouti etc, encourager la démocratisation et le libre échange. Ils ont, pour leur part, fait un retour remarquable sur le continent africain ces dernières années.

L'Europe, pour sa part, semble partagée entre ces assertions de Henri KONAN-BEDIE l'ancien Président de la Côte d'Ivoire « L'Afrique compte sur lui et sur l'Europe aussi » et celle de Michel ROCARD l'ancien Premier Ministre Français qui sonne comme une réponse « L'Afrique a besoin d'une main d'aide, mais il doit s'aider d'abord ». Il ne pourrait avoir une meilleure manière de dire que les relations UE-Afrique vont aller en se retrécissant dans la mesure où, élargissement oblige, l'Union doit doubler d'efforts pour faire face aux exigences de la prise en charge des nouveaux membres.

Enfin, il ne peut être mis un terme à cette analyse sans mentionner que le dénouement de la guerre en Irak, l'accalmie dans la lutte contre le terrorisme et le réchauffement des relations transatlantiques impacteront fortement les futures politiques de coopération

¹ Joseph KI-ZERBO : historien africain et opposant impénitent dans son pays , le BURKINA-FASO, propos publié par STEPHEN SMITH, « NEGROLOGIE, pourquoi l'Afrique meurt » Hachette, Paris ,2004

américaine et européenne en Afrique ; mais dans quelles proportions ? L'avenir nous le dira.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- DUMONT René, L'Afrique noire est mal partie, Paris, Editions du Seuil, 1962
- DUMONT René et MOTTIN Marie-France, L'Afrique étranglée, Paris, Seuil, 1980
- DUMONT René, Pour l'Afrique, j'accuse, Paris, Seuil, 1990
- KABOU Axelle, Et si l'Afrique refusait le développement ?, Paris, L'Harmattan, 1991
- KI-ZERBO Joseph, Un jour, l'Afrique : entretien avec René Holenstein, Paris, Editions de l'Aube, 2003
- LUGAN Bernard, God bless Africa : contre la mort programmée du continent noir, Paris, Carnot, 2003
- N'GOUPANDE Jean-Paul, L'Afrique sans la France : l'histoire d'un divorce consommé, Paris, Albin Michel, 2002
- BANEGAS Richard, La démocratie à pas de caméléon. Transitions et imaginaires politiques au Bénin, Paris, Karthala, 2003
- STEPHEN Smith, Négrologie : Pourquoi l'Afrique meurt ?, Paris, Hachette, 2004
- NYE Joseph, Le leadership américain, quand les règles du jeu changent, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1994
- VAN DE VALLEE et JOHNSTON, Repenser l'aide de l'Afrique, Paris, Karthala, 2002
- DEPORTES Vincent, L'Amérique en Armes, Paris, Economica, 2002
- LAURENT Eric, la face cachée du 11 Septembre, Paris, Plon 2004

REVUES

Jeune Afrique l'Intelligent n° 2271 (18-24 Juillet 2004)

2289 (21-27 Novembre 2004)

Diplomatie n° 12 Janvier-Février 2005

Mensuel Africain « AMINA », Mars 2005

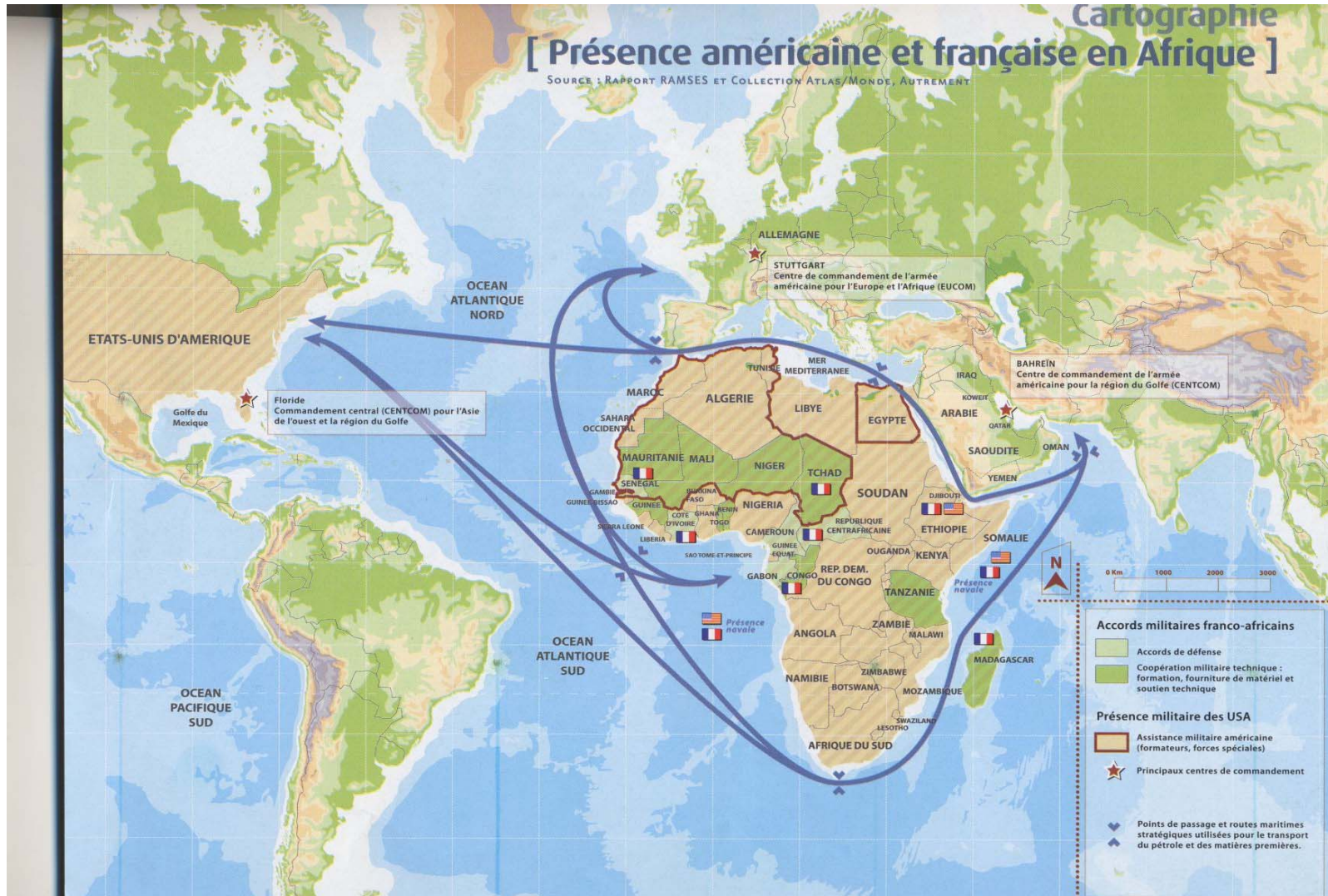
Journal de l'Afrique n°353, Février 2004

Le courrier d'ACP-UE, Septembre 2000

TABLE DES MATIERES

Introduction.....	page 6
I-LES POLITIQUES ECONOMIQUES ET COMMERCIALES.....	8
1.1 Des Etats-Unis en Afrique.....	9
111 Le support des activités économiques domestiques.....	9
112 Les acteurs.....	10
113 L'AGOA.....	11
114 L'enjeu des matières premières.....	;;12
1.2 De l'Union Européenne en Afrique.....	12
121 Aperçu historique.....	12
122 Les accords pour le développement.....	13
123 L'accord de Cotonou.....	14
1.3 Bilan et perspectives.....	14
II-LES POLITIQUES DE COOPERATION MILITAIRE.....	16
2.1 Etats- Unis – Afrique.....	16
211 Réorganisation de la présence américaine.....	17
212 Soutien aux initiatives régionales.....	18
2.2 Union Européenne – Afrique.....	18
221 La coopération militaire française.....	19
222 La coopération britannique.....	21
3.3 Bilan et perspectives.....	21
III-COMMENT SAUVER L'AFRIQUE ?	22
3.1 Développement économique.....	22
311 Prévention pas thérapie.....	23
312 Trouver les bons partenaires.....	24
313 Identifier les besoins.....	25
314 Trouver les pôles de stabilité.....	26
3.2 Gestion des crises.....	26
3.3 L'Afrique intéresse Davos.....	27
Conclusion.....	28
Annexes.....	31

ANNEXE : 1

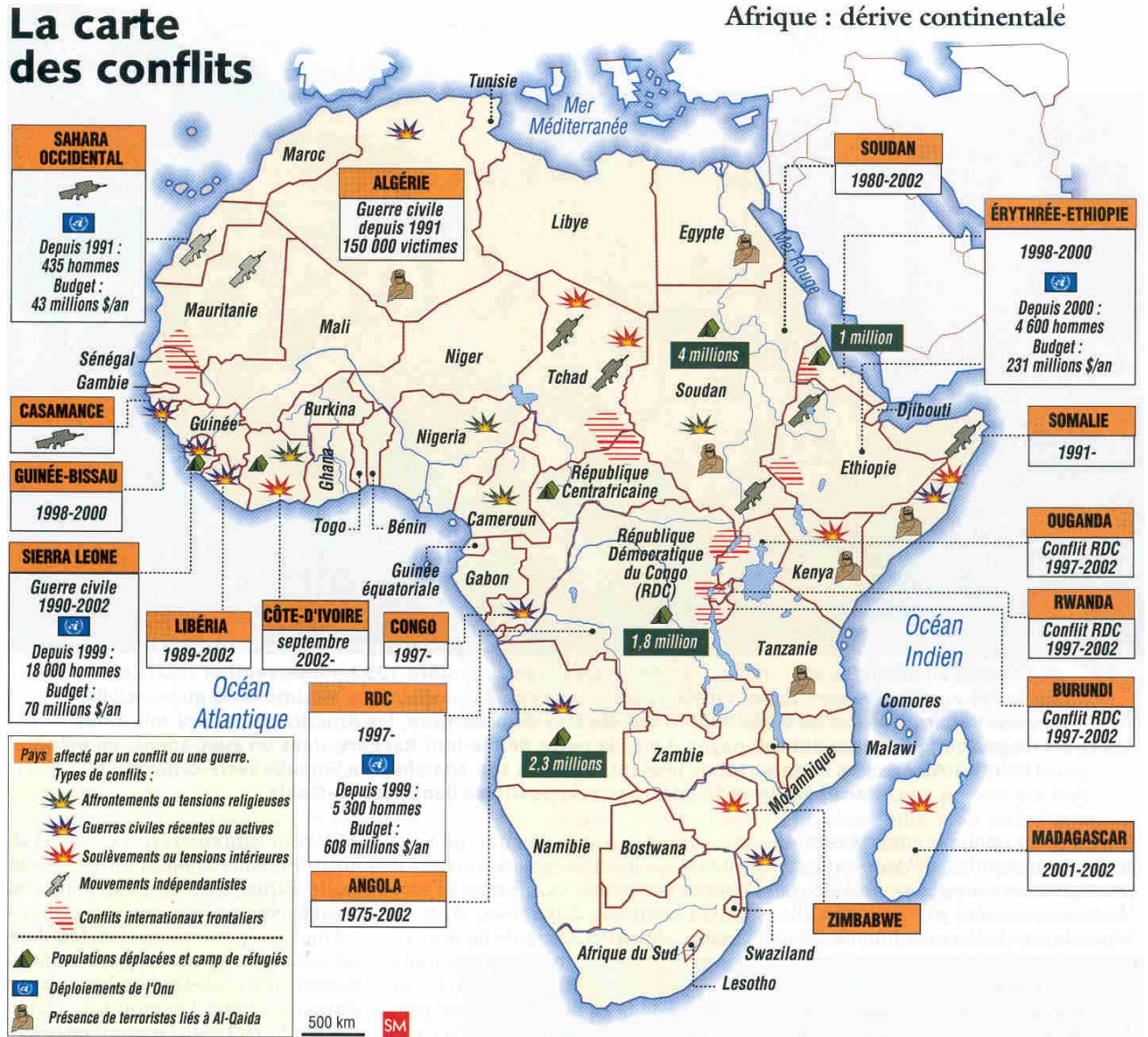


ANNEXE : 2 : Carte politique de l'Afrique



Source: l'observatoire de la démocratie en Afrique

ANNEXE :3 Carte des conflits en Afrique



Source : Spectacle du Monde N°487, février 2003, p.43

